

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

HEXAOM

Société anonyme au capital de 1.250.000 euros
Siège social : 2 Route d'Ancinnes - 61000 ALENÇON
095 720 314 R.C.S ALENÇON

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la société sont informés qu'une Assemblée Générale Mixte se tiendra le 4 juin 2026 à 10 heures 30 au siège social de la société situé au 2 route d'Ancinnes – 61000 Alençon, à l'effet de statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR**À caractère ordinaire :**

1. approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 - Approbation des dépenses et charges non déductibles fiscalement,
2. approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025,
3. affectation du résultat de l'exercice,
4. rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées - constat de l'absence de convention nouvelle,
5. renouvellement de Madame Véronique DI BENEDETTO, en qualité d'administrateur,
6. renouvellement de Monsieur Patrick VANDROMME, en qualité d'administrateur,
7. renouvellement de DELOITTE, aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire,
8. somme globale annuelle à allouer à titre de rémunération aux membres du Conseil d'administration,
9. autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de faire racheter par la société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, durée de l'autorisation, finalités, modalités, plafond,

À caractère extraordinaire :

10. autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'annuler les actions rachetées par la société dans le cadre du dispositif de l'article L 22-10-62 du Code de commerce, durée de l'autorisation, plafond,
11. délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices et/ou primes, durée de la délégation, montant nominal maximal de l'augmentation de capital, sort des rompus,
12. délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre (de la société ou d'une société du groupe) avec maintien du droit préférentiel de souscription, durée de la délégation, montant nominal maximal de l'augmentation de capital, faculté d'offrir au public les titres non souscrits,
13. délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre (de la société ou d'une société du groupe) avec suppression de droit préférentiel de souscription par offre au public et/ou en rémunération de titres dans le cadre d'une offre publique d'échange, à l'exclusion d'offres visées au 1° de l'article L 411-2 du Code monétaire et financier, durée de la délégation, montant nominal maximal de l'augmentation de capital, prix d'émission, faculté de limiter au montant des souscriptions ou de répartir les titres non souscrits,
14. délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre (de la société ou d'une société du groupe), avec suppression de droit préférentiel de souscription par une offre visée au 1° de l'article L 411-2 du Code monétaire et financier, durée de la délégation, montant nominal maximal de l'augmentation de capital, prix d'émission, faculté de limiter au montant des souscriptions ou de répartir les titres non souscrits,
15. autorisation d'augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires,
16. délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression de droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des articles L 3332-18 et suivants du Code du travail, durée de la délégation, montant nominal maximal de l'augmentation de capital, prix d'émission, possibilité d'attribuer des actions gratuites en application de l'article L 3332-21 du code du travail,
17. pouvoirs pour les formalités.

Modalités de participation et de vote à l'assemblée générale

1. Formalités pour participer à l'assemblée générale

Les actionnaires peuvent participer à cette Assemblée quel que soit le nombre d'actions dont ils sont propriétaires et leurs modalités de détention (au nominatif ou au porteur).

Il est justifié du droit de participer aux assemblées générales des sociétés par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application de l'article R. 22-10-28 du Code de Commerce, au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le 28 mai 2026 à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par le mandataire de la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Pour les actionnaires au porteur, ce sont les intermédiaires habilités qui tiennent les comptes de titre au porteur qui justifient directement de la qualité d'actionnaire de leurs clients auprès du Centralisateur de l'Assemblée (CIC – service assemblées – 6 avenue de Provence – 75452 Paris Cedex 09 – serviceproxy@cic.fr) par la production d'une attestation de participation annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration, ou à la demande de carte d'admission.

2. Participation à l'Assemblée

L'actionnaire pourra participer à l'Assemblée soit en y assistant personnellement (2.1), soit en votant par correspondance (2.2), soit en s'y faisant représenter (2.3) dans les conditions décrites ci-dessous. Le formulaire unique de vote à distance ou par procuration ou de demande de carte d'admission (ci-après le « Formulaire unique ») permet de choisir entre ces différents modes de participation.

L'actionnaire au nominatif peut télécharger le Formulaire unique sur le site internet de la société www.hexaom.fr onglet « investisseurs » rubrique « assemblées générales » ou le demander par lettre simple à CIC – service assemblées – 6 avenue de Provence – 75452 Paris Cedex 09 cette demande ne pouvant être satisfaite que si elle est reçue par CIC six jours au moins avant la date de l'Assemblée, soit le 29 mai 2026.

L'actionnaire au porteur pourra obtenir le Formulaire unique :

- en le téléchargeant sur le site internet de la société www.hexaom.fr onglet « investisseurs » rubrique « assemblées générales » ;
- auprès de l'intermédiaire financier qui assure la gestion de ses titres ;
- par lettre simple à CIC – service assemblées – 6 avenue de Provence – 75452 Paris Cedex 09, cette demande ne pouvant être satisfaite que si elle est reçue par CIC six jours au moins avant la date de l'Assemblée, soit le 29 mai 2026.

Pour cette assemblée, il n'est pas prévu la possibilité de voter par des moyens électroniques de télécommunication et, de ce fait, aucun site visé à l'article R. 225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

2.1 L'actionnaire souhaite participer personnellement à l'Assemblée : L'actionnaire doit faire une demande de carte d'admission. **L'actionnaire au nominatif** devra faire la demande de carte en remplissant le Formulaire unique (en cochant la case « je désire assister à cette assemblée »), et en le retournant à CIC – service assemblées – 6 avenue de Provence – 75452 Paris Cedex 09 ou serviceproxy@cic.fr. **L'actionnaire au porteur** devra demander sa carte d'admission à l'intermédiaire financier qui assure la gestion de ses titres, qui transmettra la demande à CIC. Cette dernière la fera parvenir à l'actionnaire par voie postale. Si l'actionnaire n'a pas reçu de carte d'admission 5 jours ouvrés avant la date de l'assemblée, soit le 28 mai 2026, il devra demander à son intermédiaire financier de lui délivrer une attestation de participation qui lui permettra de justifier de sa qualité d'actionnaire à J-5 pour être admis à participer à l'assemblée.

2.2 L'actionnaire souhaite voter par correspondance : **L'actionnaire au nominatif** devra retourner le Formulaire unique dûment complété (en complétant le cadre « je vote par correspondance ») à CIC – service assemblées – 6 avenue de Provence – 75452 Paris Cedex 09 ou serviceproxy@cic.fr. **L'actionnaire au porteur** devra retourner le Formulaire unique dûment complété à l'intermédiaire financier qui assure la gestion de ses titres, qui le transmettra à CIC accompagné d'une attestation de participation mentionnant le nombre de titres détenus.

Pour être pris en compte, le formulaire de vote par correspondance, complété et signé (et accompagné de l'attestation de participation pour les actionnaires au porteur), devra être réceptionné chez CIC – service assemblées – 6 avenue de Provence – 75452 Paris Cedex 09 au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée, soit au plus tard le 1^{er} juin 2026.

2.3 L'actionnaire souhaite donner procuration : L'actionnaire peut :

- soit se faire représenter par un autre actionnaire, son conjoint ou partenaire avec lequel a été conclu un pacte civil de solidarité dans les conditions prescrites à l'article L 225-106 du Code de commerce,
- soit donner pouvoir au président,
- soit adresser une procuration sans indication de mandataire (pouvoir en blanc), étant précisé que dans ce cas, le président de l'assemblée générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions proposées ou agréées par le Conseil d'administration et défavorable à l'adoption de tous autres projets de résolution.

Les procurations doivent être écrites et signées, et doivent mentionner les nom, prénom et adresse de l'actionnaire pour l'actionnaire au nominatif ou les références bancaires complètes pour l'actionnaire au porteur, ainsi que les noms, prénom et adresse de son mandataire. La révocation du mandat s'effectue dans les mêmes conditions de forme que celles utilisées pour sa constitution.

La notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

l'actionnaire au nominatif doit envoyer en pièce jointe d'un e-mail, à l'adresse serviceproxy@cic.fr, une copie numérisée du Formulaire unique signé en précisant ses nom, prénom et adresse ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué,

l'actionnaire au porteur doit envoyer en pièce jointe d'un e-mail, à l'adresse serviceproxy@cic.fr, une copie numérisée du Formulaire unique signé en précisant ses nom, prénom et adresse et ses références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué, puis demander impérativement à son intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte-titres d'envoyer une confirmation écrite à CIC accompagnée d'une attestation de participation.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment signées, complétées (et accompagnées de l'attestation de participation pour les actionnaires au porteur) et réceptionnées au plus tard trois jours avant la date de tenue de l'Assemblée générale, soit le 1^{er} juin 2026 pourront être prises en compte. Les copies numérisées de Formulaires uniques non signés ne seront pas prises en compte.

Par ailleurs, seules pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée les notifications de désignation ou de révocation de mandats ; toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et / ou traitée.

2.4 Lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

2.5 L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si le transfert de propriété intervient avant le cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le 28 mai 2026, à zéro heure, heure de Paris, la société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie le transfert de propriété à la société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

3. Questions écrites

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-84 du Code de commerce, les actionnaires ont la faculté de poser des questions écrites à la société. Ces questions devront être adressées au président du Conseil d'administration, au siège social de la société (HEXAOM – 2 route d'Ancinnes – 61000 Alençon) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par voie électronique à l'adresse suivante : finances@hexaom.fr au plus tard le 4^{ème} jour ouvré précédant la date de l'assemblée, soit au plus tard le 29 mai 2026. Pour être prises en compte, ces questions doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

4. Droit de communication

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, les documents et renseignements relatifs à cette assemblée générale seront tenus, dans les délais légaux, à la disposition des actionnaires, au siège social de la société (HEXAOM – 2 route d'Ancinnes – 61000 Alençon) à compter de l'avis de convocation ou transmis par CIC sur simple demande adressée à cette dernière. Ils pourront également être consultés sur le site internet de la société à l'adresse www.hexaom.fr, onglet « investisseurs », rubriques « assemblées générales », au moins quinze jours avant date de l'assemblée, soit au plus tard le 20 mai 2026.

Le Conseil d'administration.